EXTRAITS DE LA BROCHURE

INTITULÉE :

REFLEXIONS D'UN CATHOLIQUE, Etc.

Les lecteurs se rappelleront que cette brochure est datée de Février 1870. (NOTE EDIT.)

APPENDICE A, (Page 4).

§ X.

Quelle est la part de l'Evêque diocésain dans le Pouvoir ecclésiastique ?

L'Evêque diocésain ne peut en rien déroger aux lois universelles de l'Eglise : néanmoins il possède un véritable pouvoir *législatif*, en ce qui n'est pas fixé par l'autorité du Souverain Pontife ; et les lois diocésaines imposent une obligation grave, en matière importante. Le Droit Canon indique avec soin la sphère et les limites de ce pouvoir *législatif*, aussi bien que du pouvoir *administratif*, lequel aussi certainement appartient à l'Evêque dans son diocèse : (Benoît XIV, de *Synodo Diocesana* ;—Bonix, de *Episcopo*, etc.). Mais il est surtout, suivant l'expression de St. Thomas, le *Juge ordinaire* en première instance de toutes les causes ecclésiastiques qui surgissent dans son diocèse, même en ce qui concerne le droit commun de l'Eglise, à l'exception de celles que le Pape réserve à son auguste Tribunal.

L'Evêque peut, sans outrepasser les limites de sa juridiction ordinaire, prononcer une sentence d'excommunication majeure, même pour la violation d'une loi ou d'un principe émané de sa propre autorité. A plus forte raison, a-t-il le droit d'infliger les autres peines canoniques, qui souvent ne sont que des fragments et des diminutifs de l'excommunication : telles que la privation des sacrements, le refus de sépulture ecclésiastique, etc., (S. Liguori, *Theol. Moral.*, lib. VII). Or, voici les trois manières dont les évêques peuvent exercer leur pouvoir judiciaire :

1o. Quand le coupable est convaincu d'avoir transgressé, en pleine connaissance de cause, une loi appuyée par la sanction d'une censure *latæ sententiæ*, la sentence épiscopale est purement déclaratoire. 2o. Si le texte de la loi mentionne en termes comminatoires une peine spirituelle *ferendæ sententiæ*, l'Evêque inflige au criminel ce juste châtement, qui du reste devait lui être connu d'avance, et dont sa désobéissance renfermait l'acceptation implicite. 3o. Enfin l'Evêque possède un pouvoir discrétionnaire, qui lui est parfois expressément confié par les termes de loi ; et qui, dans une multitude de cas, que la lettre du droit ne peut explicitement prévoir, lui appartient en vertu d'une règle générale ; et il en use selon l'esprit des saints canons, la grâce de sa vocation, et sa prudence personnelle.

Toutefois le droit d'Appel, soit au Métropolitain, soit au Siège Apostolique, a toujours été regardé dans l'Eglise, pourvu qu'on en use avec sincérité et droiture,